Règlement ministériel du 2021 portant publication des articles 12 à 20 et 30 de la loi belge du 17 février 2021 portant des dispositions diverses en matière de justice

Le Ministre des Finances,

Vu les articles 1, 2, 4, 6, 9 et 44 de de la Convention coordonnée instituant l'Union économique belgo-luxembourgeoise, approuvée par la loi du 27 mai 2004 ;

Vu l'article 6 de l'arrêté grand-ducal modifié du 24 avril 1922 relatif à la mise en vigueur des dispositions légales et réglementaires en matière de douanes et d'accises communes belgo-luxembourgeoises ;

Vu les articles 12 à 20 et 30 de la loi belge du 17 février 2021 portant des dispositions diverses en matière de justice ;

[Vu l'avis de la Chambre de commerce ;]

Considérant l'application des articles 13 à 20 et 30 de la loi belge du 17 février 2021 portant des dispositions diverses en matière de justice requiert une réserve ;

Considérant que l'annexe dénommée « loi générale sur les douanes et accises » publiée par le règlement ministériel modifié du 4 octobre 1977 concernant la coordination des dispositions générales relatives aux douanes et accises requiert un amendement ;

Arrête :

Art. 1^{er}. Sont publiés au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg pour être exécutés au Grand-Duché de Luxembourg, les articles 12 à 20 et 30 de la loi belge du 17 février 2021 portant des dispositions diverses en matière de justice.

Art. 2. Les articles 13 à 20 et 30 de la loi belge du 17 février 2021 portant des dispositions diverses en matière de justice ne s'appliquent pas au Grand-Duché de Luxembourg.

Art. 3. A l'article 202 de l'annexe dénommée « loi générale sur les douanes et accises » publiée par le règlement ministériel modifié du 4 octobre 1977 concernant la coordination des dispositions générales relatives aux douanes et accises, le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« (1) Lorsque, postérieurement à la clôture du certificat de vérification, les agents établissent, dans le délai de trois ans à compter de la date de la prise en compte du montant primitivement exigé du redevable, ou, s'il n'y a pas eu de prise en compte, à compter de la date de la naissance de la dette d'impôts, que les droits ou les droits d'accise légalement dus sur des marchandises déclarées n'ont pas été ou n'ont pas été intégralement perçus, les droits ou les droits d'accise éludés doivent être payés par le redevable de ces droits, soit à titre principal, soit à titre subsidiaire, ou par ses ayants droit.

Le délai visé à l'alinéa 1^{er} est de dix ans lorsque l'acte donnant naissance à la dette d'impôts visée à l'alinéa 1^{er} est passible de poursuites judiciaires répressives. »

Art. 4. Le présent règlement sera publié au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg.

Luxembourg, le 2021

Le Ministre des Finances,

Pierre Gramegna

Loi belge du 17 février 2021 portant des dispositions diverses en matière de justice

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

[...]

Section 4. — Modifications de la loi générale sur les douanes et accises du 18 juillet 1977

Art. 12

Dans l'article 263 de la loi générale sur les douanes et accises du 18 juillet 1977, modifié par la loi du 12 mai 2014, les mots « de circonstances atténuantes, et » sont remplacés par les mots « de circonstances atténuantes, ou ».

Art. 13

Dans l'article 264 de la même loi, dont le texte néerlandais a été modifié par la loi du 12 mai 2014, le mot « Toute » est remplacé par les mots « Sans préjudice de l'article 285/4, paragraphe 2, toute ».

Art. 14

Dans la même loi, il est inséré un chapitre *XXVbis* intitulé « Parquet européen ».

Art. 15

Dans le chapitre *XXVbis* inséré par l'article 14, il est inséré un article 285/1 rédigé comme suit:

« **Art. 285/1.** Pour l'application du présent chapitre, on entend par Règlement (UE) 2017/1939: le Règlement (UE) 2017/1939 du Conseil du 12 octobre 2017 mettant en œuvre une coopération renforcée concernant la création du Parquet européen. ».

Art. 16

Dans le même chapitre *XXVbis*, il est inséré un article 285/2 rédigé comme suit:

« **Art. 285/2.** (1) L'Administrateur général de l'Administration générale des douanes et accises désigne au moins un fonctionnaire de l'Administration générale des douanes et accises, chargé de collaborer avec les procureurs européens délégués visés à l'article 309/2 du Code judiciaire, en ce qui concerne les contraventions, fraudes ou délits visés aux articles 281 et 282 et pour lesquels le Parquet européen exerce sa compétence en vertu des articles 22, 25, 26 et 27 du Règlement (UE) 2017/1939.

(2) L'Administrateur général de l'Administration générale des douanes et accises ne peut désigner le fonctionnaire visé au paragraphe 1^{er} qu'après avoir recueilli l'avis du procureur européen visé à l'article 309/2 du Code judiciaire.

(3) Le fonctionnaire visé au paragraphe 1^{er} peut recourir au Secrétariat visé à l'article 309/2, paragraphe 6, du Code judiciaire. ».

Art. 17

Dans le même chapitre *XXVbis*, il est inséré un article 285/3 rédigé comme suit:

« **Art. 285/3.** (1) Dans l'exercice de sa fonction, le fonctionnaire visé à l'article 285/2, paragraphe 1^{er}, suit les orientations et instructions de la chambre permanente chargée de l'affaire ainsi que les instructions du procureur européen chargé de la surveillance de l'affaire, tel que prévu par le Règlement (UE) 2017/1939.

(2) Le fonctionnaire visé à l'article 285/2, paragraphe 1^{er}, exerce ses compétences de recherche et de poursuite conformément à la présente loi.

L'Administration générale des douanes et accises ne peut s'opposer aux mesures prises en application des articles 285/4 et 285/5. ».

Art. 18

Dans le même chapitre *XXVbis*, il est inséré un article 285/4 rédigé comme suit:

« **Art. 285/4.** (1) Le pouvoir d'intentement et de poursuite de toute action judiciaire, visé à l'article 281, paragraphe 2, est attribué au fonctionnaire visé à l'article 285/2, paragraphe 1^{er}, en ce qui concerne les contraventions, fraudes ou délits visés à l'article 281 et pour lesquels le Parquet européen exerce sa compétence en vertu des articles 22, 25, 26 et 27 du Règlement (UE) 2017/1939.

Ce fonctionnaire exerce le pouvoir visé à l'alinéa 1^{er} à la seule fin d'exercer les poursuites, conformément à la décision de la chambre permanente ou à la proposition de décision du procureur européen délégué dans le cas où elle doit être réputée acceptée par la chambre permanente, en application de l'article 36 du Règlement (UE) 2017/1939.

Les articles 281, paragraphe 3, et 283 s'appliquent.

(2) Sans préjudice de l'article 264, toute transaction est interdite lorsque le Parquet européen exerce sa compétence en vertu du Règlement (UE) 2017/1939, ou pendant le délai visé à l'article 27, paragraphe 1^{er}, du même Règlement. ».

Art. 19

Dans le même chapitre *XXVbis*, il est inséré un article 285/5 rédigé comme suit:

« **Art. 285/5.** (1) Dans les limites visées à l'article 285/4, § 1er, le fonctionnaire visé à l'article 285/2, paragraphe 1^{er}, prend les mesures d'enquête et autres mesures visées à l'article 28, paragraphe 1^{er}, du Règlement (UE) 2017/1939.

Il en informe sans retard indu le procureur européen délégué chargé de l'affaire, lequel peut s'opposer à cette mesure, la suspendre ou ordonner une autre mesure d'enquête ou une autre mesure.

(2) Si, par application de l'article 31, paragraphe 4, du Règlement (UE) 2017/1939, le procureur européen délégué, visé à l'article 309/2 du Code judiciaire, charge l'Administration générale des douanes et accises d'exécuter une mesure déléguée, il requiert cette Administration par l'intermédiaire du fonctionnaire visé à l'article 285/2, paragraphe 1^{er}.

(3) En vue de l'application de l'article 35 du Règlement (UE) 2017/1939, lorsque le fonctionnaire visé à l'article 285/2, paragraphe 1^{er}, considère que l'enquête est terminée, il soumet au procureur européen

délégué chargé de la surveillance de l'affaire un rapport contenant un résumé de l'affaire et un projet de décision visant d'éventuelles poursuites, ou un éventuel renvoi de l'affaire ou un classement sans suite. ».

Art. 20

Dans le même chapitre *XXVbis*, il est inséré un article 285/6 rédigé comme suit:

« **Art. 285/6.** Le Roi fixe les pouvoirs des agents en matière contentieuse. ».

Exposé des motifs

La Convention coordonnée instituant l'Union économique belgo-luxembourgeoise (UEBL), modifiée en dernier lieu par la *loi du 27 mai 2004 portant approbation*

- *d'une Déclaration solennelle, exprimant la volonté du Grand-Duché de Luxembourg et du Royaume de Belgique de renforcer leur coopération sur la base des liens de confiance qui se sont développés dans le passé,*
- *du Protocole portant modification de la Convention coordonnée instituant l'Union économique belgo-luxembourgeoise, signé à Bruxelles, le 18 décembre 2002 et de la nouvelle Convention coordonnée instituant l'Union économique belgo-luxembourgeoise en résultant,*
- *du Protocole, signé à Bruxelles, le 18 décembre 2002, portant abrogation de la Convention établissant entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Belgique une communauté spéciale de recettes en ce qui concerne les droits d'accises perçus sur les alcools, du 23 mai 1935,*
- *du Protocole, signé à Bruxelles, le 18 décembre 2002, portant abrogation du Protocole spécial entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Belgique relatif à l'agriculture, du 29 janvier 1963,*
- *du Protocole, signé à Bruxelles, le 18 décembre 2002, portant abrogation du Protocole entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique relatif à l'association monétaire et de son Protocole d'exécution, du 9 mars 1981,*
- *de l'Acte final, signé à Bruxelles, le 18 décembre 2002*

prévoit à son article 4, que les législations en matière de douanes et d'accises ou de taxes y assimilées (à l'exclusion des écotaxes) sont communes pour les deux pays.

C'est en vertu de l'article 6 de l'*arrêté grand-ducal du 24 avril 1922 portant remplacement des dispositions légales et réglementaires actuellement en vigueur dans le Grand-Duché, en matière de douanes, de statistique douanière et d'accises sur le sucre, le sel, le tabac, les cigarettes, les vins mousseux, les objets d'allumage et les objets d'éclairage, par les dispositions belges à adopter en vertu de la convention du 25 juillet 1921* qu'il revient au Ministre ayant les finances dans ses attributions de faire publier au Grand-Duché de Luxembourg par voie de règlement ministériel les modifications de l'annexe dénommée « loi générale sur les douanes et accises », ci-après « annexe », publiée par le règlement ministériel modifié du 4 octobre 1977 concernant la coordination des disposition générales relatives aux douanes et accises.

Le présent règlement ministériel vise à publier au Grand-Duché de Luxembourg certains articles de la loi belge du 17 février 2021 portant des dispositions diverses en matière de justice. Par ces dispositions, la Belgique met partiellement en œuvre le règlement (UE) 2017/1939 du Conseil du 12 octobre 2017 mettant en œuvre une coopération renforcée concernant la création du Parquet européen, notamment en mettant en place un fonctionnaire chargé de la recherche et de la poursuite des infractions à la loi générale modifiée du 18 juillet 1977 sur les douanes et accises, ayant le pouvoir d'intentement et de poursuite de toute action judiciaire visé à l'article 281, paragraphe 2, de la même loi et chargé de collaborer avec les procureurs européens délégués belges.

Pourvu que l'ADA n'exerce pas le pouvoir d'intentement et de poursuite tel que visé à l'article 281, paragraphe 2, de la loi susmentionnée, mais laisse au procureur d'Etat l'opportunité des poursuites, la même approche sera suivie pour les affaires relevant de la compétence des procureurs d'état délégués luxembourgeois du procureur européen, c'est-à-dire que l'ADA leur adressera un procès-verbal en cas d'infraction. Il y a donc lieu de prévoir une réserve de non application sur les articles 13 à 20 de la loi belge susvisée modifiant l'annexe dénommée « loi générale sur les douanes et accises », publiée par le règlement ministériel modifié du 4 octobre 1977 concernant la coordination des dispositions générales relatives aux douanes et accises.

Le présent projet de règlement ministériel apporte un amendement à l'article 202, paragraphe 1^{er}, de l'annexe susvisée, afin de la rendre conforme à l'article 103, paragraphe 2, du code des douanes l'Union prévoyant que le droit national doit fixer un délai de cinq à dix ans pour la notification de la dette douanière issue de faits passibles de poursuites judiciaires répressives.

Commentaire des articles

Ad Art. 1^{er}.

Cet article prévoit la publication au Grand-Duché de Luxembourg des articles 13 à 20 et 30 de la loi belge du 17 février 2021 portant des dispositions diverses en matière de justice. Par ces dispositions, la Belgique met partiellement en œuvre le règlement (UE) 2017/1939 du Conseil du 12 octobre 2017 mettant en œuvre une coopération renforcée concernant la création du Parquet européen.

Ad. Art. 2

Après analyse des modifications entreprises par la Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg prévoit une réserve de non application des articles publiés, étant donné que l'opportunité des poursuites et le pouvoir d'intentement est réservé au procureur d'Etat, respectivement, aux procureurs délégués du procureur européen.

Ad. Art. 3

Cet article porte remplacement du paragraphe 1^{er} de l'article 202 de l'annexe dénommée « loi générale sur les douanes et accises » publiée par le règlement ministériel modifié du 4 octobre 1977 concernant la coordination des dispositions générales relatives aux douanes et accises, en ajoutant essentiellement un second alinéa prévoyant que le délai est de dix ans lorsque l'acte donnant naissance à la dette douanière était passible de poursuites judiciaires répressives.

Cette modification répond à l'exigence de l'article 103, paragraphe 2, du code des douanes de l'Union disposant que le délai de trois ans visé au paragraphe 1^{er} du même article, dont disposent les autorités douanières pour notifier une dette douanière à compter de sa naissance, est porté à un minimum de cinq ans et à un maximum de dix ans conformément au droit national, lorsque les faits à l'origine de la dette douanière étaient passibles de poursuites judiciaires répressives.